

Préfecture de la Somme
Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale
Bureau de l'Administration Générale et
de l'Utilité Publique

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société MARCHIO à FRIVILLE-ESCARBOTIN

ARRETE DU 15 OCT. 2015
La Préfète de la Région Picardie
Préfète du département de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2015 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles : 3.7.I.1 ; 3.7.I.2 ; 3.7.I.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2012 autorisant la société MARCHIO à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Friville-Escarbotin ;

Vu la visite d'inspection du 02 juillet 2015 réalisée sur le site de MARCHIO à FRIVILLE-ESCARBOTIN ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 septembre 2015 transmis à l'exploitant par courrier du 30 septembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, reprenant les constats effectués à l'occasion de l'inspection réalisée sur le site susvisé le 02 juillet 2015 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé;

Considérant que la société MARCHIO exploite une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air dont la puissance totale est de 500 kW et qu'elle est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 2 juillet 2015 sur le site de production de MARCHIO à FRIVILLE-ESCARBOTIN, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- ^ l'exploitant ne dispose pas d'une Analyse Méthodique des Risques pour sa tour ; les actions curatives et correctives en cas de dérive d'un indicateur ne sont pas formalisées dans des procédures ; les procédures définissant les actions à mener en cas de prolifération de légionelles ne sont pas actualisées par rapport à l'arrêté ministériel susvisé (article 3.7.I.1) ;
- ^ l'exploitant ne dispose pas de plan d'entretien ni de plan de surveillance (article 3.7.I.2) ;
- ^ l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer le respect des modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles (article 3.7.I.3) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.7.I.1 ; 3.7.I.2 ; 3.7.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'au regard de ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MARCHIO de respecter les dispositions des articles 3.7.I.1 ; 3.7.I.2 ; 3.7.I.3 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que le délai fixé pour assurer cette mise en conformité doit être réaliste au regard des contraintes techniques et économiques ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Somme ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société MARCHIO dont le siège social est situé 17 rue Arago sur la commune de FRIVILLE-ESCARBOTIN exploitant une unité de traitement de surface est mise en demeure de respecter sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions :

- ^ de l'article 3.7.I.1 de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en remettant à l'inspection des installations classées une analyse méthodique des risques pour la tour aéroréfrigérante ;
- ^ de l'article 3.7.I.1 de l'arrêté sus-visé en remettant à l'inspection des installations classées les procédures des actions curatives et correctives en cas de dérive pour chaque indicateur physico-chimique ;
- ^ de l'article 3.7.I.2 de l'arrêté sus-visé en élaborant un plan d'entretien et de surveillance pour la tour aéroréfrigérante ;
- ^ de l'article 3.7.I.3 de l'arrêté sus-visé en faisant procéder aux prélèvements et analyses en vue de l'analyse des légionelles dans le respect des modalités de l'article précité ;

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à

l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de FRIVILLE-ESCARBOTIN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société MARCHIO.

Amiens le 15 OCT. 2015

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général


Jean-Charles GERAY